DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE SUR LES HOUILLES.

Le 13 juin 1831, M. *Van Snick* déposa un projet de décret tendant à supprimer le droit de 10 cents par mille livres, établi à l'exportation sur les houilles (N° 328).

Dans la séance du lendemain, M. le baron *Beyts* fit le rapport de la section centrale et proposa l'ajournement du projet (N° 329).

Ces conclusions n'avaient point encore été discutées lorsque M. *Picquet* présenta au congrès, dans la séance du 23 juin, un projet de décret qui tendait à soumettre les charbons français à leur entrée en Belgique aux mêmes droits que les charbons belges à leur entrée en France (a).

L'assemblée renvoya cette proposition à l'examen d'une commission composée de MM. *Raikem*, *Van Snick*, *Picquet*, *d'Hanis van Cannart*, *Jean-Baptiste Gendebien*, *Brabant*, *Fleussu* et *Jottrand*.

Le 27 juin, la commission, faisant son rapport par l'organe de M. *Jottrand* (n° 350), présenta un projet de décret comprenant à la fois la proposition de M. *Van Snick* et celle de M. *Picquet*. Ce projet fut discuté le 29 juin, et adopté par 104 voix contre 36.

N° 328.

Droit de sortie sur les houilles.

Projet de décret présenté par M. VAN SNICK, dans la séance du 13 juin 1831.

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national

Considérant qu'une loi du 26 août 1822, ensemble le tarif qui s'y trouve annexé, frappant à l'exportation d'un droit de 10 cents par mille livres les charbons-de-terre et houilles indigènes;

Considérant qu'il est contraire aux premières no-

(a) Ce projet de décret n'a pas été conservé.

(b) C'est par suite d'une erreur typographique qu'on lit

tions de l'économie politique d'imposer à la sortie, et d'une manière quelconque, les produits territoriaux dont un pays abonde, et qu'il importe au congrès national de faire disparaître toute taxe et toute gêne propres à entraver l'exportation du combustible dont il s'agit.

Décrète :

Le droit de 10 cents par mille livres, établi à l'exportation sur les charbons et houilles indigènes par le tarif joint à la loi du 26 août 1822, est aboli.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

F. VAN SNICK (b).

(A. C.)

Van Smet, au lieu de *Van Snick*, dans les imprimés du projet distribués aux membres du congrès.